

Dossiers phares traités par le SEC et l'UPAC depuis 2009

221P-2145

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
ÉPAULARD	Septembre 2009	L'ex-chef de la Division du service informatique de la Ville de Montréal, Gilles Parent, et un consultant privé, Benoît Bissonnette, sont accusés de fraude et d'abus de confiance dans un stratagème de fausse facturation de 9,3 millions de dollars.	Gilles Parent a plaidé coupable en octobre 2012 et il a reçu sa sentence en novembre 2012. Procès de Benoit Bissonnette prévu en septembre 2015.
BEACONSFIELD	Avril 2010	Arrestation d'un contremaître de la Ville de Beaconsfield, Mario Villeneuve, pour abus de confiance, après avoir accepté des cadeaux d'un entrepreneur faisant affaire avec la Ville.	Il a plaidé coupable en juin 2011 et il a reçu sa sentence en novembre 2011.
FOSSILE	Avril 2010	Les entrepreneurs Luc Morin et Yvon Boyer sont accusés de tentative de corruption d'un fonctionnaire de la Ville de Québec.	Ils ont plaidé coupables en janvier 2012 et ils ont reçu leur sentence en juin 2012.
DÉCORUM	Avril 2010	L'ex-maire (Stéphane Harbour), l'ex-directeur général (Yves Mailhot) et un ancien attaché politique (Jean-Claude Patenaude) de l'arrondissement d'Outremont sont accusés de fraude et d'abus de confiance (faux comptes de frais et fausses factures).	Enquête préliminaire en février 2015
GOUPILLE	Mai 2010	Un contremaître de l'arrondissement Saint-Léonard, Jean Lisella, est accusé de corruption, de fraude et d'abus de confiance après avoir accepté de l'argent en retour d'informations privilégiées, communiquées à un entrepreneur.	Procès en mars 2015.

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
FICHE	Février- Avril 2011	<p>Une trentaine de chefs d'accusation de fraude, d'abus de confiance et corruption ont été portés contre 8 personnes dans le cadre du partage des contrats de la Ville de Boisbriand (dont l'usine d'épuration). Les accusés sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les ex-maires Robert Poirier et Sylvie St-Jean; • les entrepreneurs Lino et Giuseppe Zambito (Infrabec); • France Michaud et Gaétan Morin (Roche) et; • Rosaire Fontaine et Claude Brière (BPR). 	L'ex-mairesse St-Jean a plaidé coupable en février 2014 et a reçu sa sentence en septembre 2014. Avril 2014, retrait des accusations contre Gaétan Morin. 2 procès sont toujours à venir.
HÉGÉMONIE	Juin 2011	<p>Arrestations de 23 personnes, liées au clan de Raymond « Ray » Coulombe en Estrie, un réseau de trafic de stupéfiants et d'armes.</p> <p>Le clan Coulombe avait été lié à une vague d'incendies criminels visant à prendre le contrôle de l'industrie locale des ponceaux dans le but de blanchir le produit de leurs activités criminelles.</p>	<p>M. Coulombe est décédé en janvier 2013.</p> <p>Plusieurs de ces complices ont plaidé coupables.</p>
DÉTAIL	Octobre 2011	Arrestation de Régis Bouffard pour tentative de corruption d'un fonctionnaire du ministère de l'Environnement. Il est accusé d'avoir offert de l'argent afin d'obtenir un certificat d'autorisation pour une tourbière.	Dossier clos, monsieur Bouffard étant décédé.
HUSSARD	Novembre 2011	L'ancien ministre de la Famille, Tony Tomassi, est accusé de corruption et d'abus de confiance pour avoir accepté d'exercer une carte de crédit de l'entrepreneur Luigi Coretti en échange de l'exercice d'influence pour son compte.	Tony Tomassi a plaidé coupable à un chef d'accusation de fraude envers le gouvernement et a été condamné à 240 heures de travaux communautaires en plus des verser un montant à des œuvres de charité.

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
FISSURE	Novembre 2011	Le fonctionnaire de la Ville de Saint-Jean, André Leboeuf, est cité à procès pour abus de confiance. Il est accusé d'avoir exigé une commission de 15 % à un fournisseur afin que ce dernier conserve son lien d'affaires avec la Ville.	Il a été reconnu coupable en juin 2013.
[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]
GRAVIER	Avril 2012	<p>47 chefs d'accusation de fraude, d'abus de confiance et corruption ont été portés contre 15 personnes et 2 entreprises dans le cadre d'un système mis en place dans la municipalité de Mascouche. Les accusés sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le maire Richard Marcotte; • l'ex-directeur général Luc Tremblay; • l'entrepreneur Antonio Accurso; • l'entrepreneur Normand Trudel; • Transport et excavation Mascouche inc. et; • BPR Triax inc. 	Début de l'enquête préliminaire en septembre 2014.
FAUFIL	Mai 2012	<p>13 chefs d'accusation pour abus de confiance et fraude ont été portés contre neuf personnes et une entreprise. Les accusations sont en lien avec le projet de développement de 300 millions \$ du Faubourg Contrecoeur. Les accusés sont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ex-président du comité exécutif de Montréal, Frank Zampino; • L'entrepreneur Paolo Catania; • L'ex-directeur général de la Société d'habitation et de développement de Montréal, Martial Fillion (décédé en février 2013); • L'organisateur politique Bernard Trépanier et; • Construction Frank Catania & associés inc. 	Processus judiciaire en cours.
GRATTOIR	Juin 2012	77 chefs d'accusation ont été portés contre 11 personnes et 9 entreprises en lien avec un système de collusion dans l'octroi des contrats publics implanté dans la région de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les accusés sont notamment :	Processus judiciaire en cours.

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
		<ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur Pasquale Fedele (également arrêté dans le dossier FAUFIL); • Les fonctionnaires municipaux Thierry Garcia et Jacques Vallière et; • CIV-BEC inc. 	
HUSSARD (2) fraude	Juin 2012	<p>Quatre chefs d'accusation de fraude, de fausses déclarations et fabrication de faux document ont été portés contre l'ancien patron de la firme de sécurité BCIA, Luigi Coretti.</p> <p>Les comptes clients de BCIA ont été surévalués afin d'obtenir du financement sous de fausses représentations.</p> <p>M. Corretti a été arrêté à nouveau en mars 2013 pour bris d'engagement.</p>	Enquête préliminaire en mars 2015.
RBQ	Juin 2012	Arrestation d'un fonctionnaire de la RBQ qui exige une somme d'argent d'un individu en échange de l'émission de sa licence d'entrepreneur en construction.	Plaidoyer de culpabilité — 18 mois avec sursis/prob. 2 ans
LAURÉAT	Novembre 2012 Février 2013 Mars 2013 Mai 2013	<p>Accusations en matière de fraude, complot, fraude envers le gouvernement, abus de confiance, commissions secrètes, recyclage des produits de la criminalité et fabrication de faux en lien avec le contrat de construction du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).</p> <p>Les mandats d'arrestation visent sept personnes dont l'ancien directeur du CUSM Arthur Porter et son épouse, un ancien gestionnaire du CUSM Yanaï Elbaz et son frère et deux anciens cadres de SNC-Lavalin, Pierre Duhaime et Riad Ben Aïssa.</p> <p>MM. Ben Aïssa et Porter sont détenus respectivement en Suisse et au Panama et ils sont en attente d'extradition.</p>	Enquête préliminaire en mars 2015.
HÉCATOMBE	Décembre 2012 et novembre 2013	En décembre 2012, 17 chefs d'accusation d'abus de confiance, de fraude et complot contre le maire de Saint-Rémi Michel Lavoie, son fils Sébastien Lavoie et l'entrepreneur Dominic Dorais et son entreprise Construction	Enquête préliminaire en novembre 2015.

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
		<p>Dorais inc.</p> <p>En novembre 2013, 2 nouveaux chefs d'accusation sont portés contre le maire Michel Lavoie et une conseillère municipale, Louise Trudeau-Lefrançois.</p>	
MADRIER	Mars 2013	<p>Arrestations de l'ancien fonctionnaire François Thériault et des entrepreneurs Paolo et Antonio Catania en lien avec des chefs d'accusation de complot, fraudes envers le gouvernement et abus de confiance.</p> <p>M. Thériault a également été arrêté pour parjure à la <i>Commission</i> d'enquête sur l'<i>octroi</i> et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC) en décembre 2012.</p>	Procès en mars 2015.
HONORER	Mai 2013	<p>Arrestations de 37 personnes en lien avec des chefs d'accusation de fraude, fraudes envers le gouvernement, complot, abus de confiance, corruption dans les affaires municipales, recyclage des produits de la criminalité et gangstérisme.</p> <p>L'objectif de cette enquête visait le démantèlement d'un réseau organisé et structuré qui opérait un système de corruption et de collusion dans l'octroi de contrats publics, établi à Laval, et orchestré par trois groupes distincts : des entrepreneurs et ingénieurs, des facilitateurs (avocats, notaires et un commerçant) ainsi qu'un groupe de titulaires de charge publique composé de l'ancien maire Gilles Vaillancourt, un directeur général et un directeur général de l'ingénierie.</p>	Enquête préliminaire avril 2015.
MÉANDRE	Juin 2013	<p>23 chefs d'accusation d'abus de confiance, fraudes envers le gouvernement, actes de corruption dans les affaires municipales, commissions secrètes et complot envers le maire de Montréal, Micheal Applebaum, l'ancien conseiller municipal Saul Zadjel et l'ex-fonctionnaire Jean-Yves Bisson.</p> <p>Il s'agit d'une enquête liée à l'obtention</p>	Trois procès à être tenus en 2015.

Dossiers	Date	Résumé	Conclusions judiciaires
		d'autorisations et d'appuis politiques concernant deux projets immobiliers à Montréal.	
Ste-Brigitte-de-Laval	Juin 2013	L'ancien directeur des travaux publics de la municipalité de Sainte-Brigitte-de-Laval est accusé d'abus de confiance et d'emploi d'un document contrefait.	Processus judiciaire en cours.
DÉCURION	Septembre 2013	L'ancien maire de la municipalité de Saint-Augustin (Côte-Nord) est accusé de fraude et d'abus de confiance pour avoir soumis des comptes de dépenses frauduleux.	Enquête préliminaire février 2015.
HYDRE	Novembre 2013	Arrestations de 5 individus pour abus de confiance, fraude, corruption dans les affaires municipales, complot et entrave à la justice. L'ancien maire de Saint-Constant, Gilles Pépin, a favorisé des promoteurs lors de la vente de terrains et l'octroi de contrats publics en lien avec l'acceptation de sommes d'argent. De fausses déclarations ont également été soumises au DGEQ.	Processus judiciaire en cours.
RRQ	Juin 2012	Fraude et abus de confiance. Fonctionnaire de la régie des rentes du Québec qui détourne à son compte des montants destinés à des bénéficiaires qui ont changé d'adresse	Processus judiciaire en cours.
MUET	Décembre 2013	Tentative de corruption de la mairesse de Châteauguay	Processus judiciaire en cours.
WARWICK	Avril 2014	2 chefs de fraude + 5 000, un chef de vol + de 5 000 \$, abus de confiance, production de faux documents et emploi de faux documents contre le chef pompier de Warwick	Processus judiciaire en cours.
MAJORAT	Juin 2014	Corruption d'un fonctionnaire du MSP (A. Younsi) par le propriétaire d'informatique EBR (M. EL-Khayat	Processus judiciaire en cours.